



**HAL**  
open science

## Le Burkina Faso et son environnement géopolitique

Benoit Beucher

► **To cite this version:**

Benoit Beucher. Le Burkina Faso et son environnement géopolitique. Annuaire français de relations internationales , 2011, XII, pp.687-701. halshs-01511750

**HAL Id: halshs-01511750**

**<https://shs.hal.science/halshs-01511750>**

Submitted on 21 Apr 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Le Burkina Faso et son environnement géopolitique : essai de mise en perspective historique

*Benoît Beucher (doctorant Paris IV-Sorbonne)<sup>1</sup>*

Pour citer cet article : Beucher Benoît, Le Burkina Faso et son environnement géopolitique : essai de mise en perspective historique, *Annuaire français des relations internationales*, vol. XII, Paris, La Documentation française, 2011, pp. 687-701.

L'actualité récente fait beaucoup parler du Burkina Faso, ancienne Haute-Volta. Impliqué dans le règlement du dossier ivoirien, togolais, guinéen ; négociateur auprès d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) afin d'obtenir la libération d'otages, le « petit » Burkina occupe incontestablement un large espace dans le champ des recompositions géopolitiques à l'échelle sous-régionale<sup>2</sup>. Pourtant, cet État, enclavé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, est l'un des plus pauvres du monde. Sa population est dense mais relativement peu nombreuse. Sa capacité d'intervention militaire est plus que modeste<sup>3</sup>.

Néanmoins, ce pays est à l'origine d'une diplomatie active, particulièrement ambitieuse de surcroît. Sans disposer pleinement du *leadership* régional qu'il convoite, le Burkina n'est pas moins un acteur qui compte dans son environnement géopolitique proche. Hélas, les coups de projecteurs jetés de façon très ponctuelle, au gré d'une actualité capricieuse, par les médias sur le pays, ont tendance à occulter toute analyse des processus de longue ou moyenne durée qui permettrait de rendre compte des lignes de force de sa diplomatie.

Nous proposons ici une contribution qui, nous l'espérons, viendra pallier en partie cette lacune. L'enjeu est bien de dégager les éléments structurants de la diplomatie burkinabè à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, ce malgré l'instabilité chronique de la vie politique intérieure du pays, ainsi qu'un contexte international mouvant. Notre lecture « panoramique » couvre près d'un siècle et nous conduira tout d'abord à évoquer la naissance du territoire voltaïque ainsi que son avènement sur la scène internationale entre la fin du XIXe siècle et les années 1970. Puis, nous montrerons que les années 1980, marquées par la révolution sankariste, constituent un tournant majeur permettant de dégager l'origine immédiate des inflexions que connaît la diplomatie burkinabè depuis l'avènement du président Blaise Compaoré (1987-...). Entre la fin des années 1980 et le tout début des années 2000, celle-ci est caractérisée par une stratégie de déstabilisation de pays « voisins » dans une perspective de conquête du *leadership* politique en Afrique de l'Ouest. Puis, dans une dernière partie, nous évaluerons les rentes politiques que le Burkina tire de ces ingérences et surtout de sa position d'interlocuteur clé dans la résolution de conflits qu'il a parfois lui-même contribué à attiser.

## La Haute-Volta, un ancien territoire colonial en quête d'une diplomatie indépendante

### *La Haute-Volta dans l'espace impérial français*

---

<sup>1</sup> Benoit.beucher@yahoo.fr

<sup>2</sup> Nous entendons par là le premier cercle des États voisins du Burkina (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Niger, Mali) ainsi que le second cercle proche (rayon maximal de 2000 km à partir de Ouagadougou), en particulier des États côtiers non limitrophes (Liberia, Sierre Leone, Guinée-Conakry, etc.).

<sup>3</sup> Le Burkina forme un territoire de 274.000km<sup>2</sup>. Sa population est de plus de 15 millions d'habitants ; elle est bien supérieure à celle du Togo et du Bénin, à peu près égale à celle du Mali ou du Niger, inférieure à celle de la Côte d'Ivoire et du Ghana. Son rang mondial en fonction de l'IDH est de 177e/182. Son PIB/h est évalué à 564 USD, moitié moins que celui de Côte d'Ivoire, mais presque le double de celui du Niger. Ses forces armées ne comprennent officiellement pas plus de 10.800 actifs. Cf. « L'état de l'Afrique 2010 », *Jeune Afrique*, hors-série n° 24, pp. 103-121.

Le territoire de Haute-Volta, qui épouse peu ou prou les limites de l'actuel Burkina Faso, est né en 1919 à la suite d'une histoire coloniale mouvementée. A la fin du XIXe siècle, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne entrent en rivalité afin de placer les pays de la Boucle du Niger sous leur influence. Leur objectif vise à faire la conquête de l'*hinterland* des espaces côtiers conquis, puis de les relier entre eux. Au début des années 1890, la France prend de vitesse ses deux concurrents et progresse rapidement le long du Niger. Entre 1895 et 1898, elle parvient à faire la conquête de la plupart des populations dites « voltaïques »<sup>4</sup>. En juin 1898, une convention franco-britannique fait passer définitivement ces populations sous domination française. Celles-ci sont tout d'abord intégrées dans l'espace « soudanais » et forment un territoire militaire administré à partir de Bobo-Dioulasso. En 1904, l'ensemble passe sous le gouvernorat établi à Bamako. Les problèmes administratifs posés par la forte distance séparant le chef-lieu et l'espace voltaïque (plus de 1000 km séparent Bamako de Ouagadougou) conduisent les autorités coloniales à créer la colonie de Haute-Volta en 1919.

La délimitation de ce territoire ne va pourtant pas de soi. Il regroupe en effet des régions diversement connectées à l'espace sous-régional au cours de la période précoloniale. A l'Ouest, la région de Bobo-Dioulasso se trouve le long d'un axe commercial d'orientation nord-sud situé à l'interface entre la savane soudanaise et la zone forestière ivoirienne. Le centre du pays est constitué par le solide espace politique formé par les Mossi, majoritaires au sein de la colonie, et historiquement proches du Ghana (ancienne Gold Coast) voisin. Le Nord est quant à lui peuplé par des populations (semi)nomades fortement liées au Mali ainsi qu'au Niger actuels. Enfin, l'Ouest est peuplé par des populations apparentées aux Mossi. Cet ensemble disparate est placé sous l'autorité d'un pouvoir centralisé à Ouagadougou (capitale du plus important royaume mossi et chef-lieu de la colonie).

La formation du territoire voltaïque pose également la question de son enclavement. A la fin du XIXe siècle et au cours de l'entre-deux-guerres, plusieurs propositions ont été faites afin de constituer un ensemble territorial permettant aux pays voltaïques d'avoir accès à la mer, soit par leur intégration à la Côte d'Ivoire, soit au Dahomey (actuel Bénin). Toutes ont été rejetées pour des raisons essentiellement politiques<sup>5</sup>. De plus, une vision organiciste d'un espace fédéral qui prit le nom d'Afrique occidentale française (AOF) postule l'interdépendance de la Haute-Volta et des autres colonies du groupe<sup>6</sup>. Chaque territoire s'y voit assigné un rôle économique précis. La colonie voltaïque, densément peuplée, est sommée de fournir une abondante main-d'œuvre dans le cadre du travail forcé, ce au bénéfice de territoires jugés « prometteurs » tels que le Sénégal et surtout la Côte d'Ivoire<sup>7</sup>. La période coloniale est en effet celle de la mise en relation contraignante entre l'espace voltaïque et ivoirien, fortement liés par une relation asymétrique favorable à ce dernier. Enfin, l'établissement d'un réseau ferroviaire est projeté qui est censé désenclaver les pays de

---

<sup>4</sup> Il s'agit des populations établies sur le bassin fluvial de trois affluents de la Volta : Mouhoun, Nazinon et Nakanbe.

<sup>5</sup> La création d'une colonie autour de Ouagadougou répondait au souhait de l'administration coloniale de mettre à profit les structures monarchiques mossi afin de gouverner à moindre coût l'espace voltaïque.

<sup>6</sup> L'AOF est un espace fédéral né en 1895 et qui comprend en 1920 huit territoires (Sénégal, Mauritanie, Guinée, Soudan français, Niger, Haute-Volta, Côte d'Ivoire et Dahomey). Son siège est à Dakar où se trouve le Gouvernement général.

<sup>7</sup> Le courant de main-d'œuvre voltaïque vers la Côte d'Ivoire fut largement entretenu au moyen de la contrainte par le pouvoir colonial. Les migrations spontanées conduisaient plutôt les ressortissants de la Haute-Volta à se rendre en Gold Coast (Ghana) où les conditions de travail étaient meilleures. Les Voltaïques/Burkinabè ont cependant formé une importante diaspora en Côte d'Ivoire et ont participé dans une large mesure à son décollage économique à partir des années 1920.

l'intérieur de la Boucle du Niger et les connecter aux interfaces maritimes. Les réalisations en la matière ont été plus que modestes...<sup>8</sup>

Ajoutons que le principe de solidarité impériale prend peu en compte le degré d'attachement des populations africaines à l'égard de leur territoire. C'est ainsi qu'entre 1932 et 1947, la Haute-Volta est disloquée pour des raisons économiques, puis partagée entre la Côte d'Ivoire, le Soudan (actuel Mali) et le Niger. Ceci provoque la colère de quelques élites voltaïques (hommes proches de la cour royale de Ouagadougou, nouvelles élites regroupées dans le parti de l'« Union voltaïque », etc.) qui obtiennent la reconstitution du territoire. A partir des années 1940-1950, le train de réformes lancé par les gouvernements de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> République permettent l'autonomisation de la vie politique des territoires sous tutelle. La formation de syndicats est autorisée, des partis sont créés, et le suffrage devient progressivement universel. A partir de l'adoption de la loi-cadre dite « Defferre » (1956), les colonies disposent de leur propre gouvernement. Un sentiment d'appartenance territoriale naît ou se renforce, menaçant de fait le maintien de l'espace aofien<sup>9</sup>. C'est dans ce contexte qu'à partir de 1958-1959, les territoires devenus autonomes ont à redéfinir leurs relations réciproques.

### *Une indépendance à conquérir à l'échelle internationale*

En 1959, l'accession des territoires aofiens à l'indépendance ne fait plus de doute. La Haute-Volta devient une république. Son chef de gouvernement, Maurice Yaméogo, reçoit la lourde charge de repenser les relations entre son pays et ceux de la sous-région, domaine jusque-là réservé au pouvoir colonial. La politique extérieure suivie par le président du Conseil voltaïque répond à un double objectif : faire exister un petit pays enclavé et ne disposant que de faibles ressources naturelles sur la scène internationale, contribuer à la formation de l'État-nation par le haut.

Or, sur le papier, la Haute-Volta dispose de peu d'atouts. Enclavé, le pays est fortement dépendant à l'égard de la Côte d'Ivoire. Son budget, régulièrement déficitaire depuis la création du territoire en 1919, est à ce moment toujours soutenu par la métropole et la Fédération aofienne. La dislocation de l'AOF et le relâchement des liens avec la métropole pose donc la question de la survie économique de la Haute-Volta et donc de son indépendance effective. Ajoutons que peu de temps avant l'indépendance, Yaméogo ne dispose pas du prestige ni du rayonnement international de Léopold Sédar Senghor, de Félix Houphouët-Boigny ou d'Ahmed Sékou Touré.

Pour autant, le chef du gouvernement, connu pour son audace, entend bâtir une diplomatie active et ambitieuse. Elle est mise une première fois à l'épreuve lors de la création de la Fédération du Mali en 1959. Cette dernière répond au vœu de Senghor et de Modibo Keita de conserver un lien fédéral entre les États d'AOF après la disparition de cette dernière. La Haute-Volta se joint au projet, mais avec réserve, tout comme le Dahomey. C'est que la France ainsi que la Côte d'Ivoire sont hostiles au projet. La Haute-Volta, par son intégration au « Mali », prend donc d'importants risques, notamment celui de se brouiller avec ses deux principaux partenaires économiques. Mais sur le plan intérieur, l'occasion est grande de renforcer son prestige. Après quelques rappels à l'ordre d'Houphouët-Boigny et un voyage à

---

<sup>8</sup> Les chemins de fer dits « Thiès-Kayes » puis « Abidjan-Niger » ont été édifiés à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle. Mais les moyens financiers dégagés par la métropole n'ont pas permis la constitution d'un véritable réseau. Ce n'est qu'en 1934 que Bobo-Dioulasso est reliée par le rail à la Côte d'Ivoire. Ouagadougou y est connectée 20 ans plus tard. Quant au « Thiès-Kayes », il n'est guère poussé plus loin que Bamako et ne reliera jamais le Niger via la Haute-Volta comme le prévoyait le plan initial.

<sup>9</sup> Benoist, Joseph-Roger, (de), *La Balkanisation de l'Afrique occidentale française*, Dakar, NEA, 1979, 272 p.

Paris, Yaméogo finit néanmoins par abandonner la Fédération avant de rejoindre l'organisation concurrente fondée par le leader ivoirien : le Conseil de l'Entente<sup>10</sup>. Le 5 août 1960, la Haute-Volta obtient seule son indépendance et non groupée.

Cet épisode caractérise assez bien la politique diplomatique poursuivie par Yaméogo jusqu'à la fin de sa présidence en 1966 : à géométrie variable, pour ne pas dire erratique, elle oscille sans cesse entre des gestes forts de souveraineté et le réalisme qui la conduit à limiter ses prétentions. Ainsi, en 1961, Yaméogo demande le retrait des troupes françaises de son territoire dans les plus brefs délais. La Haute-Volta est alors au bord de la rupture diplomatique avec son ancienne métropole<sup>11</sup>. Ce geste rappelle fort le rejet opposé en 1958 par la Guinée de Sékou Touré au projet gaullien de Communauté. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la Haute-Volta se rapproche au même moment de ce pays en froid avec la France et la Côte d'Ivoire. Yaméogo entend aussi resserrer les liens avec le Ghana de N'Krumah, autre figure forte de l'indépendance en Afrique. Il s'agit là de menacer le Conseil de l'Entente et de prouver à la Côte d'Ivoire que la Haute-Volta joue à égalité avec elle. Mais cette stratégie s'essouffle rapidement. A partir de 1963, les relations entre la Haute-Volta et la Guinée se brouillent. Yaméogo se voit contraint d'opérer un revirement diplomatique radical et va jusqu'à imaginer la création d'une double nationalité ivoiro-voltaïque en 1965 ! Si ce projet est resté sans suite<sup>12</sup>, il n'en demeure pas moins que la Haute-Volta s'est associée à la fondation de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM) souhaitée par la Côte d'Ivoire<sup>13</sup>.

Dans le même temps, les Voltaïques ont fini par perdre l'habitude de voir leur président sur le sol national. En partie déconnecté des affaires intérieures, Yaméogo finit par se consacrer presque exclusivement aux questions internationales et n'a pas été en mesure de sentir venir le mécontentement populaire qui est à l'origine de sa démission en 1966. A ce moment, l'ère du prétorianisme<sup>14</sup> s'ouvre en Haute-Volta. Le nouveau chef de l'État, le général Sangoulé Lamizana (1966-1980), désire rompre avec la politique étrangère de son prédécesseur et mettre fin aux « frasques » de celui qu'il appelle l'« *enfant terrible du Conseil de l'Entente* »<sup>15</sup>.

### *Un positionnement diplomatique à l'épreuve de l'instabilité gouvernementale*

Dès l'annonce de la prise de pouvoir par l'Armée, le nouveau régime tente de rassurer la communauté internationale sur ses intentions. Le contexte global est en effet

---

<sup>10</sup> Le Conseil de l'Entente est créé en mai 1959 (traité d'Abidjan). En 1966, ce cadre de concertation de nature essentiellement économique regroupe la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta, le Niger et le Togo.

<sup>11</sup> Lamizana Sangoulé, *Sur la brèche trente années durant. Mémoires. Général Sangoulé Lamizana, Ancien Président de la République de Haute-Volta*, tome 2, Paris, 1999, pp. 23-26.

<sup>12</sup> Cette double nationalité marque le souhait exprimé dès 1964 par Houphouët-Boigny de rééquilibrer les rapports économiques et sociaux entre les deux États. Pour le président ivoirien, cette idée généreuse est aussi une façon de sécuriser son pays, car, comme il le souligne en décembre 1965, « *La Côte d'Ivoire, pays de fraternité, ne souhaite pas être et ne peut pas être un oasis de prospérité, de sécurité et de stabilité au milieu d'un désert de misère et d'anarchie.* » Lamizana, S., *Sur la brèche trente années durant. Mémoires. Général Sangoulé Lamizana, Ancien Président de la République de Haute-Volta*, tome 2, Paris, éd. Jaguar Conseil, 1999, p. 59. Ce projet n'a pas rencontré l'enthousiasme des Voltaïques qui y voyaient une « inféodation » à la Côte d'Ivoire. Cf. Guirma, F., *Comment perdre le pouvoir ? Le cas de Maurice Yaméogo*, Paris, Chaka, 1991, p. 139.

<sup>13</sup> L'OCAM fait suite à la création, en 1961, de l'Union africaine et malgache (UAM). Elle se présente comme un club de pays francophones qui affirment leur différence et leur spécificité au moment où l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) connaît des divergences en son sein. L'OCAM est dissoute en 1985.

<sup>14</sup> Martin M-L, « Armées et politique : le "Cycle de vie" du militarisme en Afrique noire francophone », in Bach, DC et Kirk-Greene, AA, (éds.), *États et sociétés en Afrique francophone*, Paris, Economica, 1993, p. 90 et sq.

<sup>15</sup> Lamizana S., *Sur la brèche...*, op. cit., p. 51.

particulièrement sensible. La guerre froide n'épargne pas l'Afrique et tend à cliver les acteurs politiques en fonction de leur positionnement face aux deux superpuissances américaine et soviétique. Le général Lamizana fait ainsi connaître la volonté du pays d'œuvrer pour la paix et de ne s'aligner sur aucun bloc. A l'échelle sous-régionale, Lamizana tente de rassurer Houphouët-Boigny qui voit d'un mauvais œil la venue au pouvoir de militaires aux portes de la Côte d'Ivoire. Le président ivoirien s'inquiète également de l'instabilité politique qui semble gagner la Haute-Volta. La Côte d'Ivoire, unie par un lien fort avec son voisin méridional, n'a en effet rien à gagner à voir la ligne diplomatique du pays se brouiller et devenir imprévisible.

Pourtant, Lamizana entend dès le départ normaliser ses relations avec les partenaires stratégiques de la Haute-Volta, notamment la France et la Côte d'Ivoire, et ainsi mettre fin à l'« aventurisme » qui, selon Saye Zerbo, alors ministre des Affaires étrangères, aurait caractérisé la politique étrangère de Yaméogo. De plus, Lamizana qui avait connu Houphouët avant les indépendances, espérait bien obtenir bienveillance et conseils auprès du « Vieux »<sup>16</sup>. Mais les relations entre les deux hommes sont restées désespérément froides et distantes. Tout ceci n'a pas empêché la Haute-Volta de s'associer en 1973 à la constitution d'une nouvelle organisation régionale exclusivement francophone souhaitée par le président ivoirien : la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), dont Ouagadougou est devenue le siège<sup>17</sup>. La Haute-Volta s'associa bien sûr à la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 1975, qui, ouverte sur des espaces anglophones ou lusophones, n'a pas entamé la solidarité qui unit ses membres francophones<sup>18</sup>.

Malgré sa volonté d'élaborer une politique étrangère apaisée, Lamizana n'entend pas moins réaffirmer la parfaite souveraineté de la Haute-Volta en la matière. La défense des intérêts de son pays le conduit parfois à adopter des positions risquées. Si les débuts de la CEAO semblent si difficiles, c'est notamment en raison des tensions qui existent entre la Haute-Volta et le Mali. Le différend n'est pas nouveau et porte sur un bout de territoire contesté par les deux parties : la Bande d'Agacher<sup>19</sup>. Il se solde en 1974 par un conflit de basse intensité auquel on a donné le nom de « Guerre des Pauvres ». Ce sobriquet en dit long sur l'image catastrophique que les deux pays sahéliens ont donnée d'eux au reste du monde. Finalement, la Côte d'Ivoire est intervenue en qualité de médiatrice et est à l'origine d'un Accord de Non-Agression et d'assistance en matière de défense (ANAD) passé avec sept États d'Afrique de l'Ouest francophones en 1977<sup>20</sup>.

A l'exception de ce bref épisode, la Haute-Volta déploya une activité diplomatique pacifique visant à diversifier ses partenaires. Cette politique s'avère d'autant plus cruciale que le pays est touché par la grande sécheresse de 1973-1974 et doit en outre supporter les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. De façon classique, Lamizana réaffirme ainsi les liens « spéciaux » qui unissent la Haute-Volta à son premier partenaire économique : la France.

---

<sup>16</sup> Lamizana a eu l'occasion de rencontrer Houphouët avant l'indépendance. Le général était alors détaché à l'état-major des troupes françaises en Côte d'Ivoire. Après 1960, les deux hommes se sont à nouveau rencontrés à plusieurs reprises, notamment lors de l'organisation de manœuvres militaires conjointes.

<sup>17</sup> La CEAO, créée par le traité d'Abidjan, est une organisation de coopération et d'intégration économique. Elle compte la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal.

<sup>18</sup> Bourgi Albert, « Problèmes de compatibilité entre la CEAO et la CEDEAO », in *Tiers-Monde*, 1983, tome 24, n° 96, pp. 889-897.

<sup>19</sup> Cette bande, située au nord du Burkina et large de près de 160 km, est revendiquée par le Mali. La querelle qui s'ensuit remet en cause les découpages territoriaux effectués sous la domination française. Elle pousse la Haute-Volta à créer ses Archives nationales dont la mission première est de réunir les sources coloniales permettant de justifier la possession de la Bande d'Agacher par la Haute-Volta.

<sup>20</sup> Les États signataires sont la Haute-Volta, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Mais sa diplomatie, non dogmatique, se révèle aussi d'une surprenante souplesse. Ainsi, la Haute-Volta n'hésite pas à se rapprocher des États-Unis auprès de qui elle sollicite un soutien financier, ainsi que... de l'Union soviétique ! Cette position d'équilibriste permet aussi au pays de s'ouvrir sur les pays arabes du Moyen-Orient tout en conservant des relations amicales avec Israël<sup>21</sup>. Cette stratégie semble d'ailleurs s'avérer payante car, au cours des années 1970, la Haute-Volta acquiert une forte visibilité auprès des bailleurs de fonds internationaux. Elle s'impose également comme le porte-voix des États sahéliens, faisant au passage de sa position géographique centrale en Afrique de l'Ouest un atout.

En 1973, Ouagadougou devient ainsi le siège du Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). Ajoutons qu'en 1974, l'« Appel de Ouaga » est lancé qui permet aux pays sahéliens de recevoir une importante aide internationale<sup>22</sup>. La « petite » Haute-Volta acquiert ainsi une stature internationale enviable, confortée par la création, en 1969, du Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (FESPACO) qui réunit tous les deux ans les cinéastes les plus en vue du continent. Mais en 1980, la Haute-Volta connaît à nouveau un coup d'État qui ouvre une période de forte instabilité politique. Ses fondamentaux en matière de politique étrangère ne semblent cependant pas avoir été si bousculés qu'il n'y paraît au premier regard.

## **La Révolution burkinabè est-elle une révolution diplomatique ?**

### *Un positionnement diplomatique en apparence nouveau*

Le 4 août 1983, la Haute-Volta connaît un nouveau putsch qui ouvre le pays sur la voie de l'expérience révolutionnaire. Celle-ci est conduite par le capitaine Sankara, ancien Premier ministre sous le gouvernement du commandant Jean-Baptiste Ouédraogo (1982-1983). Ce que les officiers putschistes<sup>23</sup> appellent la Révolution démocratique et populaire (RDP) est censée marquée une « année zéro » dans l'histoire de la Haute-Volta. Celle-ci est d'ailleurs rebaptisée du nom de « Burkina Faso » ou « Pays des Hommes intègres » en 1984. La trajectoire historique de la formation de l'État-nation au Burkina est symboliquement gommée. La communauté nationale s'imagine en apparence par des moyens radicalement nouveaux, ce dont rend bien compte l'adoption d'un nouveau langage du pouvoir. Puisant son inspiration dans de multiples sources allant du catholicisme social au marxisme en passant par toute une littérature tiers-mondiste, le pouvoir opère une recomposition sociale interne qui bouscule les mentalités. L'heure est à la construction nationale par le bas. Celle-ci est indissociable de l'élaboration d'une diplomatie radicalement nouvelle, propre à susciter la fierté des Burkinabè.

Il ne faut pas perdre de vue que le Burkina révolutionnaire, bien qu'affirmant la solidarité avec tous les pays qui combattent le « néo-impérialisme », entend bien être un modèle unique, un « *produit local pour consommation locale* »<sup>24</sup> pour reprendre les mots de Sankara. En d'autres termes, elle ne constitue pas une rupture fondamentale avec les principes qui ont guidé la diplomatie burkinabè avant 1983. L'objectif majeur reste le même : assurer

---

<sup>21</sup> Malik Zoromé et l'industriel El-Hadj Oumarou Kanazoé sont les deux artisans de ce rapprochement avec le Monde arabe. Peut-être par un pur hasard, Lamizana se convertit à l'islam au cours de cette période... Et la Haute-Volta finit par intégrer l'Organisation de la Conférence islamique (OCI).

<sup>22</sup> Cet appel est lancé à l'occasion du passage dans la capitale voltaïque du secrétaire général de l'ONU Kurt Waldheim. Cf. (Ki D : 61)

<sup>23</sup> La révolution est conduite par un quartet d'officiers qui se partagent le pouvoir :

<sup>24</sup> « Interview. 'We want our people to be self-reliant' – Sankara », in *Africa Now*, décembre 1983, pp. 35-36.

au pays la parfaite maîtrise de ses relations internationales, surmonter ses handicaps afin d'en faire une puissance diplomatique active et, *last but not least*, consolider l'unité nationale.

C'est ainsi que, dès sa prise de pouvoir, Sankara affirme avec force l'originalité du processus révolutionnaire au Burkina, ainsi que l'autonomie de ce mouvement. Le président du Faso entend par exemple lever tout doute sur l'implication de la Libye de Kadhafi dans le coup d'État du 4 août. C'est que le guide de la Jamahiriya a décidé unilatéralement de soutenir militairement le nouveau pouvoir par l'envoi d'avions-cargos à Ouagadougou. Sankara se voit obligé de demander courtoisement à la Libye « *de s'abstenir de continuer ce pont aérien que nous n'avions pas demandé* »<sup>25</sup>. C'est que le capitaine fait preuve d'un nationalisme sourcilleux... Ce patriotisme constitue à n'en pas douter la ligne de force de la diplomatie burkinabè sous la Révolution. Ainsi, l'exécutif ou « Conseil national de la Révolution » (CNR) rappelle fréquemment sa volonté de n'établir aucune alliance contraignante, aucune allégeance synonyme de diminution de sa souveraineté, fut-elle minime<sup>26</sup>. Cette liberté revendiquée en matière de politique étrangère amène le Burkina à adopter des prises de position qui ne trouvent aucune traduction en langage diplomatique.

Clairement, Sankara entend rompre avec les vieilles tutelles héritées de la période coloniale et disposer d'une liberté de ton sur la scène internationale. Sa politique ne manque pas de susciter de très vives réactions au sein d'une communauté internationale qui oscille entre admiration et exaspération à l'endroit du nouveau régime.

#### *Audaces révolutionnaires et image du Burkina Faso à l'étranger*

L'image internationale de la Révolution au Burkina trouve son incarnation dans la figure charismatique de Thomas Sankara. Ce dernier, s'astreignant à suivre une vie personnelle irréprochable, loin des fastes du pouvoir, ne manque pas de susciter des sympathies, notamment auprès de la jeunesse d'Afrique. De façon plus générale, Sankara et le CNR ont largement contribué à faire exister le Burkina sur la scène internationale, parfois au moyen de propos tonitruants qui n'étaient certainement pas pensés dans une quelconque chancellerie... Selon Sankara, l'édification de la nation au « Pays des Hommes intègres » impose de suivre un cadre moral qui se base notamment sur une certaine idée de la franchise. Le « courage de la vérité » – du moins d'une certaine conception de la vérité – devient le maître-mot de la diplomatie burkinabè. L'heure, dit-on alors, n'est plus au cynisme ou à la *realpolitik*. Toute vérité devient ainsi bonne à dire, à commencer à l'endroit des puissances susceptibles de menacer le processus révolutionnaire ou d'affaiblir la marge de manœuvre du pays sur le plan économique ou politique.

Les années 1980 sont ainsi marquées par un certain nombre de coups d'éclat qui contribuent largement à faire exister le Burkina sur la scène internationale. Le gouvernement français de l'époque compte parmi les premiers à en faire les frais. Si l'ancienne métropole coloniale reste la première pourvoyeuse d'aide au Burkina, Sankara n'entend pas moins traiter à égalité avec elle. Comme le souligne Frédéric Lejeal, l'attitude du capitaine a été parfois désinvolte à l'égard du président Mitterrand. Ainsi, en 1983, lors du Sommet France-Afrique de Vittel, Sankara condamne officiellement le néo-colonialisme et dénonce la permanence de vieux cadres relationnels entretenus entre les deux pays<sup>27</sup>. Voyant dans ces sommets les

---

<sup>25</sup> « Haute Volta : Sankara trouve l'amitié libyenne... envahissante », in *Libération*, 9 août 1983, p. 15.

<sup>26</sup> Rappelons qu'en contexte de guerre froide, la Haute-Volta/Burkina révolutionnaire, bien que s'inscrivant volontiers dans le camp dit « progressiste », affirme avant tout son non-alignement.

<sup>27</sup> Lej : 169.

« *carcans organisationnels hérités de l'époque coloniale* »<sup>28</sup>, le président du CNR refuse les invitations qui lui sont adressées par la suite. Dans le même temps, Sankara prononce un mémorable discours devant les Nations Unies où il invite les opprimés de toutes les parties du monde à secouer leur joug, à l'image des hommes et des femmes du Burkina, libérés de la tutelle coloniale et « néo-coloniale »<sup>29</sup>.

Naturellement, le relâchement relatif des liens avec la France se solde également par une politique de défiance à l'égard du président ivoirien Houphouët-Boigny, taxé par les révolutionnaires de « *vieux hibou au regard gluant* »<sup>30</sup>. Cette prise de distance risquée à l'égard de ce partenaire historique, ainsi qu'avec le Conseil de l'Entente dont les CDR dénoncent l'« *origine réactionnaire, droitière, conservatrice [et] arrière-gardiste* »<sup>31</sup>, conduit le CNR à opérer une recomposition de ses liens diplomatiques dans la sous-région. Son principal allié – et ami personnel – est le président du Ghana, John Jerry Rawlings. Le rapprochement avec le Ghana, envisagé comme une alternative stratégique au partenariat économique contraignant avec la Côte d'Ivoire<sup>32</sup>, devient effectif et prend notamment la forme de manœuvres militaires communes. Mais il entraîne en retour une tension avec le Togo dont le président, le général Eyadéma, souhaite la chute du régime de Rawlings<sup>33</sup>.

L'image du Burkina va se trouver sérieusement écornée par le second conflit qui l'oppose au Mali. Engagée au cours de l'hiver 1985, cette « Guerre de Noël », que Sankara affirme ne pas avoir souhaitée, isole le Burkina. Pis, par application des accords de l'ANAD, elle impose la médiation de la Côte d'Ivoire qui convoque en janvier 1986 un mini-sommet afin d'obtenir la réconciliation entre les deux parties<sup>34</sup>. Ceci ne signifie pas pour autant que les relations se détendent significativement avec la Côte d'Ivoire. En revanche, cette médiation montre les limites de la diplomatie burkinabè qui ne semble pas avoir les moyens de ses ambitions. Quant à Houphouët, il ne serait certainement pas peiné de voir l'incontrôlable Sankara évincé du pouvoir. Cette idée effleure également l'esprit du bras-droit du président du Faso, Blaise Compaoré, qui souhaite donner une nouvelle impulsion au régime révolutionnaire dont il déplore le manque de réalisme, notamment en matière de politique étrangère<sup>35</sup>. Le 15 octobre 1987, il est à l'origine du putsch qui entraîne la mort de Sankara. Le processus dit de « rectification de la Révolution » commence.

*L'avènement du Front populaire : « retour à la normale » dans les relations internationales ?*

---

<sup>28</sup> « Déclaration du Conseil national de la Révolution sur la non participation du Burkina Faso au sommet France-Afrique de Bujumbura (Burundi, décembre 1984), document cité in Englebert P., *La Révolution burkinabè, op. cit.*, p. 204.

<sup>29</sup> Ce discours est prononcé le 4 octobre 1984 et contribue largement à faire sortir le Burkina de l'ombre sur le plan médiatique.

<sup>30</sup> Lej : 188

<sup>31</sup> Propos cités par Bruno Jaffré in *Burkina Faso : les années Sankara : de la Révolution à la Rectification*, Paris, éd. L'Harmattan, 1989, p. 159.

<sup>32</sup> La tension avec la Côte d'Ivoire n'a cessé de croître sous la Révolution, au point qu'une 4<sup>e</sup> Région militaire fut créée au nord du pays, dans une zone frontalière avec le Burkina où la jeunesse semble majoritairement séduite par la personne de Sankara.

<sup>33</sup> En septembre 1986, un putsch est fomenté contre Eyadéma. Celui-ci accuse ouvertement le Burkina d'y avoir apporté son soutien. Les relations entre ces deux pays voisins sont alors gelées.

<sup>34</sup> Lej : 191.

<sup>35</sup> Blaise Compaoré et Houphouët-Boigny se rencontrent à plusieurs reprises en 1987. Le « beau Blaise » épouse d'ailleurs Chantal Terrasson de Fougères, une Ivoirienne descendante d'un administrateur colonial français, qui fait partie du protocole chargé de son accueil dans le cadre du processus d'aplanissement des relations entre le Burkina et la Côte d'Ivoire.

Le coup d'État d'octobre 1987 ne met pas immédiatement un terme à la Révolution. Officiellement, le nouveau pouvoir, qui prend le nom de « Front populaire », continue d'employer la rhétorique révolutionnaire tout en l'assouplissant. Le Burkina se fait ainsi toujours le chantre du combat contre le « néo-impérialisme », mais le contenu déjà bien flou de cette notion se voit vidée de son sens polémique. L'heure est à la souplesse et à l'ouverture à l'égard des pays jusque-là déclarés « ennemis de la Révolution ». C'est ainsi que Compaoré déclare en juin 1988 que la « *révolution ne signifie pas qu'il faut vivre dans l'hostilité avec tous ceux qui ne partagent pas nos philosophie politiques et économique* »<sup>36</sup>. La France ou la Côte d'Ivoire sont sans aucun doute visées par ces propos.

Peu après l'avènement du Front populaire, le Burkina décide de « normaliser » sa politique étrangère. Cette orientation trouve sa première expression concrète le 15 février 1988 avec la visite de Compaoré en Côte d'Ivoire. Frédéric Korsaga, ancien ambassadeur du Burkina au pays d'Houphouët en est l'un des principaux artisans. Le pays, qui ouvre sa transition thermidorienne, reçoit des financements d'Abidjan afin de se « dé-révolutionner ». Plus généralement, Compaoré avoue son penchant pour l'établissement de liens plus étroits et « privilégiés » avec le bloc francophone. Ce revirement radical de la diplomatie burkinabè vise, entre autres, à surmonter le déficit d'image dont souffre le Front populaire à l'étranger. C'est que l'assassinat de Sankara a fait de ce dernier un martyr, et rend la légitimation du Front populaire particulièrement fragile tant sur le plan intérieur qu'extérieur.

L'élimination progressive des références révolutionnaires dans les discours officiels, le rapprochement d'avec la France, l'adoption d'une constitution et l'avènement de la IV<sup>e</sup> République en 1991 font du Burkina un des devanciers de l'appel à la « démocratisation » de l'Afrique lancé par François Mitterrand lors du Sommet de La Baule en juin 1990. La dimension autocratique d'un régime qui instaure le monopartisme de fait ne semble pas retenir l'attention de la Communauté internationale. Bien au contraire, tout au long des années 1990, et, malgré le scandale que constitue l'affaire dite « Zongo », du nom de ce journaliste indépendant assassiné en 1998 avec vraisemblablement le concours du régime, le Burkina s'impose au cours des années 1990 comme un pays « modèle », à l'origine d'une diplomatie particulièrement active qui fait de Ouagadougou et de son nouveau quartier chic, « Ouaga 2000 », le lieu de nombreuses rencontres internationales. Le Burkina, de plus en plus isolé sous la Révolution, renoue avec sa prétention à s'imposer comme une puissance incontournable dans la sous-région. La politique de voisinage immédiat fait ainsi du Burkina un État actif en matière d'intégration et de coopération régionale. Ouagadougou peut ainsi s'enorgueillir d'accueillir le siège de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), de l'Organisation Liptako-Gourma chargée de la mise en valeur des territoires partagés par le Burkina, le Mali et le Niger, ou encore celui du CILSS. Au-delà de ce cercle proche, Compaoré entreprend une « politique du développement » qui, après la signature d'un Programme d'Ajustement structurel avec le FMI en 1990, vise à faire du Burkina le champion de la « *good governance* ».

Mais, ce décor de façade masque difficilement la partie moins avouable de la diplomatie burkinabè. En effet, au cours des années 1990, le Burkina adopte une ligne stratégique inédite qui se solde par son ingérence officieuse dans de nombreux conflits sous-régionaux.

## **Le Burkina Faso et sa quête de leadership régional, ou le syndrome du « pompier pyromane »**

---

<sup>36</sup> « Les confidences de Blaise Compaoré », in *Jeune Afrique*, 15 juin 1988. (cité par Lej : 192).

## *Les ingérences du Burkina dans les conflits sous-régionaux*

Sous la Révolution, les prises de position du Burkina sur la scène internationale suivaient une ligne éthique visant à faire du pays un modèle de moralité et de justice. Elles n'étaient en aucune façon voilées, et l'on peut dire que le pays le paya assez cher, notamment en raison de l'isolement diplomatique qui en fut la conséquence. Compaoré, une fois parvenu au pouvoir, adopta un style radicalement différent. L'heure est alors au cynisme d'une *realpolitik* qui marque sans aucun doute la rupture la plus nette avec l'expérience révolutionnaire. Entre 1989 et 2006, le Burkina prend incontestablement l'allure d'un « État voyou »<sup>37</sup>, et devient la plaque tournante de trafics d'armes venues de l'ancien bloc soviétique et de diamants issus de Sierra Leone. Ouagadougou, quant à elle, devient la base arrière de mouvements de rébellion qui déstabilisent des États côtiers qui n'ont pas de frontière commune avec le Burkina, en particulier le Liberia et la Sierre-Leone.

C'est en effet dans cette direction que se réoriente la politique étrangère burkinabè, ce qui n'est pas sans lien avec le rapprochement opéré avec la Côte d'Ivoire à partir de 1987. Houphouët-Boigny est hostile au président libérien Samuel Doe (1980-1990)<sup>38</sup>. En décembre 1989, la guerre civile éclate au Liberia. Charles Taylor prend la tête du mouvement rebelle et trouve refuge à Ouagadougou. C'est à partir de la capitale burkinabè que, soutenu également par la Côte d'Ivoire, il parvient à renverser Doe en 1990. L'implication du Burkina dans le processus de déstabilisation qui touche la Sierre-Leone découle directement des événements au Liberia. Ce pays, qui dispose de fortes ressources diamantifères, subit les premières attaques du rebelle Foday Sankoh en 1991. Celui-ci est placé à la tête du Revolutionary United Front (RUF) qui est en quelque sorte l'appendice du NPFL de Taylor en Sierra Leone. Ouagadougou joua à nouveau le rôle de plateforme logistique et livre des armes au RUF malgré l'embargo sur les armes décrété par l'ONU. Ce matériel militaire venu d'Ukraine<sup>39</sup> aurait été échangé contre des diamants. Tout ceci se serait passé avec l'assentiment de la Côte d'Ivoire et la couverture de la Libye.

Mais l'implication du Burkina dans ces deux guerres civiles s'avère contreproductive. Elle entre effectivement en contradiction avec la « politique du développement » amorcée par Compaoré, et renvoie une image confuse du pays à l'étranger. Dans les années 1991-1992 par exemple, les relations avec les USA se tendent<sup>40</sup>. L'ambassadeur du Burkina à Washington est rappelé et réciproquement. Entre 2004 et 2006, l'étau se resserre autour du Burkina à l'occasion de l'ouverture des travaux du Tribunal pénal international (TPI) pour la Sierra Leone. La thèse de l'implication directe du Burkina dans la guerre civile au Liberia et en Sierra Leone se précise ; elle est notamment soutenue par l'organisation Human Rights Watch ainsi que par l'ONU<sup>41</sup>. N'oublions pas que dans le même temps, l'« Affaire Zongo », relayée notamment par Reporters sans frontières (RSF), continue de peser sur le régime de Compaoré.

---

<sup>37</sup> Cette expression est notamment employée par le porte-parole de la présidence de la Côte d'Ivoire en septembre 2001 et vise directement le Burkina. Propos rapportés par Eric Forsight dans son article « Ni guerre ni paix », in *Jeune Afrique Economie*, 30 sept.-13 oct. 2002, n° 344, p. 19.

<sup>38</sup> Le Sergent-chef Samuel Doe s'est attiré les foudres du président ivoirien en chassant du pouvoir le protégé de ce dernier, William Tolbert, en avril 1980. Doe est cruellement assassiné en septembre 1990 en présence de Taylor.

<sup>39</sup> Il s'agirait de dizaines de tonnes de « matériel de défense et de munitions », de milliers de Kalachnikovs ainsi que des lance-roquettes RPG et des missiles anti-char.

<sup>40</sup> Les États-Unis souhaitaient le règlement pacifique du conflit au Liberia et ont appuyé dès août 1990 le déploiement des troupes de la CEDEAO (l'Ecomog) à Monrovia.

<sup>41</sup> Cette implication est évoquée pour la première fois de façon directe et précise par un rapport des Nations Unies daté du 15 mars 2000.

Ceci n'empêche pas ce dernier de se retourner cette fois-ci contre la Côte d'Ivoire. L'expérience libérienne et sierra-léonaise a certainement donné la mesure de la capacité de déstabilisation du Burkina dans la sous-région. Si l'État burkinabè ne brille pas par ses performances économiques, et ne dispose que d'une faible force armée, sa politique d'ingérence dans les conflits sous-régionaux est la preuve qu'une stratégie nécessitant des moyens peu élevés peut faire du Burkina une pièce maîtresse dans les (dés)équilibres stratégiques sous-régionaux. A partir de 1999 et du déclenchement de la guerre civile en Côte d'Ivoire, Compaoré entend incontestablement assurer au Burkina un *leadership* politique en Afrique de l'Ouest à moindre coût.

### *La politique des « bons offices »*

A notre sens, l'implication du Burkina dans la guerre civile qui agite la Côte d'Ivoire depuis 1999 ouvre une transition dans sa politique régionale. Depuis la mort d'Houphouët-Boigny en 1993, le Burkina s'est senti décomplexé et n'hésite plus à s'ingérer dans les affaires internes du voisin ivoirien. Il ne fait pas de doute que les rebelles des « Forces nouvelles », hostiles au régime du président Laurent Gbagbo (2000-...), ont été soutenues par le Burkina. En 2008, Guillaume Soro, leur ancien leader et actuel Premier ministre, n'hésite d'ailleurs pas à déclarer que Compaoré est son « mentor » que « *Sans lui, il ne serait pas ce qu'il est* »<sup>42</sup>. Ouagadougou a bien été une terre d'asile pour certains chefs de la rébellion. L'occasion était trop belle d'affaiblir la Côte d'Ivoire et de lui contester son rôle de *leader* dans la sous-région. En cela, Compaoré suit une stratégie très proche de celle qu'il a mise en œuvre au Liberia et en Sierra Leone. Mais la nouveauté et, il faut le dire, son véritable tour de force, est de faire du Burkina à la fois le pyromane en partie à l'origine de la guerre civile, mais aussi le pompier incontournable pour ramener la Côte d'Ivoire sur le chemin de la paix. Cette politique du fait accompli montre par ailleurs que Compaoré est conscient des risques que provoquerait une déstabilisation trop poussée de son voisin méridional<sup>43</sup>.

En matière de médiation, le Burkina peut d'ailleurs s'appuyer sur une première expérience acquise dans les années 1990. Ainsi, en 1994, le colonel Djibril Bassolé est chargé par Compaoré de traiter le dossier de la rébellion touarègue qui menace alors le Mali et le Niger. Le président du Faso peut également compter sur les bons offices d'un certain Moustapha Chafi, un Mauritanien proche de Mano Dayak qui compte parmi les *leaders* de la rébellion touarègue au Niger<sup>44</sup>. Le Burkina devient partie prenante de la préparation d'un accord de paix entre la rébellion et l'État nigérien qui est signé à Ouagadougou en avril 1995. Ce n'est donc pas un hasard si Bassolé, devenue entre-temps ministre de la Sécurité puis des Affaires étrangères, se voit également confier le dossier ivoirien. Or, celui-ci est explosif. En 2002, au plus fort de la crise, Gbagbo accuse ouvertement le Burkina d'avoir soutenu et armé les rebelles du Nord<sup>45</sup>. Le gouvernement burkinabè rétorque aussitôt qu'il ne fait que protéger

---

<sup>42</sup> Interview de Guillaume Soro parue dans le quotidien ivoirien *Fraternité Matin*, 1<sup>er</sup> octobre 2008.

<sup>43</sup> La guerre civile a pu être une chance pour le Burkina de diversifier ses voies d'accès à la mer. Au plus fort de la crise, une partie des échanges commerciaux ont été réorientés vers les ports de Téma au Ghana et de Lomé au Togo. Mais les économies ivoirienne et burkinabè sont trop interdépendantes pour supporter durablement la fermeture de la frontière entre les deux pays. L'expérience révolutionnaire était d'ailleurs là pour le prouver.

<sup>44</sup> « Moustapha Chafi. L'homme qui murmurait à l'oreille des terroristes », in *Jeune Afrique*, n°2592, 12-18 sept. 2010, pp. 29-30.

<sup>45</sup> Dans cette apparition, le président ivoirien déclare que son régime a été attaqué au moyen d'« *armes lourdes, nouvelles pour la plupart, des armes dont ne dispose pas notre armée (...), des armes utilisées dans les armées étrangères ou achetées nouvellement.* »

les intérêts de ses nombreux ressortissants<sup>46</sup>. Le 24 janvier 2003, Compaoré s'impose comme un interlocuteur de choix lors de la négociation des accords de Marcoussis. Peu de temps après, c'est bien lui que le chef du gouvernement ivoirien Diarra sollicite afin d'obtenir le retour de ses ministres démissionnaires !

Tandis que le processus de paix se trouve grippé en Côte d'Ivoire<sup>47</sup>, Compaoré devient médiateur dans la crise qui secoue le Togo à la mort d'Eyadéma en 2005. Les réseaux du président burkinabè lui donnent les clés qui permettent la signature d'un accord politique global au cours de l'été 2006. Fort de ce succès, le président du Faso finit par se voir confier le rôle de « facilitateur » afin de régler le conflit ivoirien. Boureima Badini, ancien ministre de Compaoré, devient son représentant spécial à Abidjan. Le tandem parvient à débloquer la crise de février 2010 liée à la dissolution du gouvernement ivoirien ainsi que celle de la Commission électorale indépendante (CEI). Devant la perspective d'un nouveau report du scrutin, Compaoré annonce son intention de faire cesser sa médiation. Coup de bluff ? Toujours est-il que le premier tour des élections pluralistes s'est bel et bien déroulé le 31 octobre dernier. La médiation de Compaoré dans les affaires guinéennes se sont aussi soldées par un certain succès, le président étant parvenu à sortir en douceur le capitaine Daddis Camara du jeu politique.

Mais on peut se demander si Compaoré a été en mesure de tirer toutes les rentes politiques relatives à ses « faits d'armes » dans la sous-région, tant sur la scène politique internationale que nationale.

#### *Les captations des rentes politiques de la médiation : perspectives*

En juin 2007, on assiste au sommet de l'État à une répartition des tâches entre le président et son nouveau Premier ministre, Tertius Zongo. Comme nous allons le voir, cet accord tacite fait office de « double blanchement ». En effet, Compaoré entend se consacrer presque exclusivement aux questions internationales. C'est pourtant bien dans ce domaine que son action peut être jugée la plus suspecte. De son côté, Zongo, ancien ambassadeur du Burkina à Washington y fut nommé en 2002 après avoir été impliqué dans certaines affaires de détournements de fonds. Son retour au pays au poste le plus prestigieux après la présidence, sonne comme une réhabilitation. A la différence de ses prédécesseurs, l'homme ne manque pas de charisme et dispose d'une véritable marge de manœuvre personnelle.

A l'approche de l'élection présidentielle, dont le premier tour est prévu pour le 21 novembre 2010, les médias proches du pouvoir entendent capter les rentes politiques que Compaoré peut tirer de ses succès en matière de médiation dans la sous-région. Tandis qu'en 2009 des affiches grand format louent l'action d'un président défenseur de la paix en Afrique de l'Ouest, des « Tanties » manifestement proches du pouvoir organisent un marathon afin de « louer les actions de paix en Afrique et dans le monde du président »<sup>48</sup>. Cependant, la presse

---

<sup>46</sup> On évalue le nombre de personnes originaires du Burkina en Côte d'Ivoire à trois ou cinq millions. En novembre 1999, suite à des conflits fonciers pour l'essentiel, des Burkinabè sont inquiétés à Tabou. Environ 12.000 d'entre eux sont expulsés de la région sud-ouest de la Côte-d'Ivoire. A partir de 2002, l'opération « *Ba Yiri* » (« retour au pays »), financée par l'aide internationale, permet le rapatriement d'environ 137.000 réfugiés.

<sup>47</sup> Prétextant que les conditions matérielles et de sécurité ne sont pas réunies, Gbagbo reporte les élections présidentielles prévues en 2005.

<sup>48</sup> Cette « course de la victoire » est organisée entre Ouagadougou et Ziniaré, sa résidence privée. Une conférence de presse est organisée dans la foulée afin de mettre en lumière les succès diplomatiques de Compaoré en Côte d'Ivoire, au Togo ou en Guinée. Elle encense également le « souci de dialogue social » du président. Ce dernier se voit remettre par les marathoniens un bonnet et une canne, symboles de « sagesse ». Cf. le journal pro-gouvernemental *Sidwaya*, <http://www.lefaso.net/spip.php?article38857>

d'opposition se demande bien qui est dupe. Un journaliste du quotidien *L'Observateur* rappelle non sans pertinence que « *Les Burkinabè s'étonnent d'ailleurs que Blaise-la-Colombe expérimente chez les autres des potions électorales, souvent magiques, qu'il n'ose pourtant pas appliquer chez lui* »<sup>49</sup>... Hormis une bonne partie de l'opinion qui semble peu avertie ou intéressée par les exploits réalisés par le président à l'étranger, il semble bien que la propagande officielle, très active dans les villes par voie de presse, de radio, de télévision ou par affichage, ne prêche que quelques convertis qui ont tout à attendre du régime.

Pis, de façon empirique, nous avons pu constater que de nombreux Burkinabè interrogés dans la capitale condamnent le surinvestissement du président à l'étranger aux dépens des questions intérieures. Le reproche n'est d'ailleurs pas très éloigné de celui qui a été formulé contre Yaméogo à la fin de son mandat. Quelques exemples viennent étayer cette représentation. Certes, Compaoré, en dehors des périodes électorales, n'a jamais eu la parole facile et peine à s'exprimer sur les inquiétudes qui touchent la communauté citoyenne. Mais, en 2008, les « émeutes de la faim » qui ont vu certains centres urbains devenir les théâtres d'une forte contestation populaire – téléguidée par des syndicats et des partis politiques dit le régime – ont incontestablement créé un fossé entre le pouvoir et une partie du peuple, rappelant fâcheusement les troubles survenus dix ans plus tôt à l'occasion de la mort de Norbert Zongo. Le pays n'eut pas davantage la chance de se voir réconforté par le président à la suite des terribles inondations qui ont touché le pays à l'automne 2009.

Il faut bien comprendre qu'un lien clair est établi entre la scène politique nationale pré-électorale et les réorientations du champ d'intervention de la diplomatie burkinabè. Celui-ci voit en effet son centre de gravité se rapprocher de l'arc sahélien. Celui-ci est devenu un important facteur de déstabilisation – potentiel ou effectif – pour les États situés le long de la ligne allant de Dakar à N'Djamena. Au nord de cet axe, Aqmi, bien que ne disposant que de quelques centaines d'hommes, est en capacité de défier les autorités étatiques et de passer les frontières sans guère de difficultés. Les prises d'otages qui se sont multipliées ces derniers mois dans la zone sont à la fois une atteinte à la souveraineté nationale des États sahéliens – du moins lorsqu'ils ne sont pas complices –, mais également une menace pour leurs politiques de « développement ». Ceci vaut particulièrement pour le Burkina. La zone située au nord de Ouahigouya (traditionnellement mal contrôlée par le pouvoir central depuis la colonisation) paraît peu sûre comme l'a récemment rappelé l'ambassade de France à Ouagadougou. Par ailleurs, le Burkina concentre un nombre important d'ONG notamment attirées par la stabilité politique du pays. Enfin, l'arc sahélien est un espace de conflictualité qui voit entrer en rivalité plusieurs États tels la Libye, l'Algérie ou le Mali qui tentent de tirer leur épingle du jeu en se posant comme *leader* régional. Ce *leadership* passe notamment par la capacité à créer des synergies au sein de l'espace sahélien en matière de renseignement et de défense<sup>50</sup>.

Si le Maroc, l'Algérie ou la Libye semblent être les seules puissances disposant du rayonnement politique suffisant pour prétendre à ce *leadership*, des puissances intermédiaires se disputent le monopole de la capacité de médiation auprès de l'Aqmi : le Mali et le Burkina<sup>51</sup>. Et le « Pays des Hommes intègre » peut compter sur un homme providentiel : Moustapha Chafi. Celui que Compaoré surnomme « *mon homme du désert* »<sup>52</sup> dispose des

---

<sup>49</sup> « Guinée : Blaise Compaoré : Médiateur sans frontières », in *L'Observateur Paalga*, n° 7480, 5 octobre 2009, [http://www.observateur.bf/spip.php?page=rubriquearchive&id\\_rubrique=11417](http://www.observateur.bf/spip.php?page=rubriquearchive&id_rubrique=11417)

<sup>50</sup> C'est à Tamanrasset, en Algérie, que fut réuni en septembre 2010 un conseil extraordinaire des chefs d'état-major et de renseignement du « Groupe des 7 » (Algérie, Burkina, Tchad, Libye, Mauritanie, Mali, Niger) afin d'œuvrer à la stabilisation de l'arc sahélien. L'élargissement du QG à la Libye est en cours de discussion.

<sup>51</sup> *Diplomatie*, n°47, nov.-déc. 2010, p. 63.

<sup>52</sup> RFI, « Libération des otages espagnols : les dessous du dénouement », <http://www.rfi.fr/afrique/20100824-liberation-otages-espagnols-dessous-denuement>

atouts suffisants pour permettre au Burkina de jouer un rôle déterminant dans la libération de plusieurs otages européens détenus par Aqmi<sup>53</sup>. Mais quel est le mandat dont dispose Chafi pour agir ? Les voies diplomatiques classiques sont-elles ainsi court-circuitées ? Enfin, qu'elles ont été les contreparties consenties par le Burkina auprès d'Aqmi ? Ces questions se sont invitées dans les débats à l'occasion de la course à la présidentielle, et l'on ne sait pas si ce que le principal parti d'opposition, le PDP-PS, voit comme une "inféodation aux Occidentaux"<sup>54</sup>, sera contre-productif pour l'image du président.

## Conclusion

La mise en perspective historique des relations entre le Burkina et son environnement géopolitique montre à quel point l'évolution de la vie politique interne du pays et ses relations sous-régionales sont étroitement imbriquées. Certes, on pourrait en dire autant pour bien d'autres États du monde. Mais la simultanéité du processus d'émergence/affirmation de l'État-nation au Burkina et celui de la constitution d'une diplomatie autonome y est remarquable.

La prise en compte de la moyenne durée permet de dégager quelques lignes de force, à commencer par les contraintes qui pèsent sur ses relations internationales. La situation géographique relative de ce territoire est bien un legs de la période coloniale, tout comme les déficiences structurelles qu'y connaît l'État. Pays comptant parmi les plus pauvres du monde, dont le procès de centralisation du pouvoir a connu bien des vicissitudes, la Haute-Volta/Burkina est un territoire enclavé fortement dépendant de son voisin ivoirien. Si bien que, depuis les années 1950 et l'autonomisation de sa vie politique, les régimes qui se sont succédé n'ont eu de cesse de faire exister le « petit » Burkina sur la scène internationale. L'histoire de sa diplomatie est incontestablement celle de la conversion d'un handicap en atout, à savoir la volonté de surmonter sa situation d'enclavement en jouant sur sa position centrale en Afrique de l'Ouest.

A bien des égards, et l'actualité récente le prouve, les gouvernements successifs ont su faire de la capitale, Ouagadougou, un carrefour sous-régional stratégique, notamment en matière de coopération et d'intégration régionale, mais également au service de stratégies de déstabilisation d'États voisins (en particulier la Côte d'Ivoire) dans une perspective de conquête du *leadership* politique en Afrique de l'Ouest. Ambitieuse, la diplomatie voltaïque/burkinabè l'est sans conteste. Celle-ci joue sur plusieurs registres : celui de l'affirmation de la souveraineté nationale, de la captation de l'aide au développement, de la déstabilisation d'États « voisins » et, plus récemment, de la médiation ou de la résolution des conflits chez ces derniers, ou de la négociation dans un arc sahélien conflictuel.

Mais le Burkina a-t-il les moyens de sa politique ? Sa quête de *leadership* régional n'est-elle qu'une illusion entretenue par ses élites ? La question est posée depuis près d'un

---

<sup>53</sup> Cet ami proche de Compaoré qu'il a rencontré sous la Révolution, avait travaillé jusque-là dans l'ombre et aurait joué un rôle important dans le dossier togolais en 2006 ou encore en 2009 afin d'imposer le président du Burkina comme médiateur en Guinée. Mais ses relations personnelles avec l'émir Mokhtar Belmokhtar, un des « émirs » d'Aqmi et ses succès dans la libération des otages espagnols, canadiens ou italiens capturés par Aqmi en 2009, le propulsent sur le devant de la scène médiatique.

<sup>54</sup> Il n'est pas anodin de constater que la conférence de presse du PDP-PS en date du 30 septembre ait porté à la fois sur la dénonciation d'irrégularités lors de la délivrance des cartes d'identité permettant l'accès aux urnes – ce qui rappelle d'ailleurs fâcheusement le précédent ivoirien... –, et la perplexité devant l'implication du Burkina dans les affaires d'Aqmi. Pour le président du parti, François O. Kaboré, le Burkina n'a pas plus de raisons de prendre en charge le dossier d'Aqmi que les Voltaïques en avaient de combattre lors des deux conflits mondiaux... Cf. Zoumbara Dabadi, « PDP-PS : " La lutte contre Aqmi n'est pas la nôtre " », in *Le Pays*, n° 4740, 1<sup>er</sup> au 3 oct. 2010, <http://www.lepays.bf/spip.php?article2980>

demi-siècle ; tout essai de prospective quant à l'évolution de sa diplomatie s'avère délicat. Nous pensons que la clé de la réponse sera certainement à rechercher dans l'évolution de la vie politique interne du pays. Compaoré est à peu près assuré de remporter les prochaines élections. Mais son pouvoir est fragile, de nombreux dossiers l'impliquant dans des affaires peu avouables l'attendent. A n'en pas douter, son prochain mandat (2010-2015) sera celui d'une tentative de sortie du pouvoir par la grande porte, c'est-à-dire « blanchi » par son rôle d'homme de paix. Un mandat supplémentaire, ou, pis encore, la succession de son frère, l'impopulaire François Compaoré, serait certainement facteur de profonds désordres intérieurs et d'évolutions radicales de sa diplomatie.